

Mot du comité

Mathieu Bélisle et Alain Roy

Numéro 63, hiver 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/80599ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Bélisle, M. & Roy, A. (2016). Mot du comité. *L'Inconvénient*, (63), 3–3.

MOT DU COMITÉ

Ce numéro est dédié à la mémoire de Gilles Marcotte (1925-2015), grand lecteur et éminent critique de littérature québécoise. L'Inconvénient est honoré d'avoir accueilli ses chroniques de 2005 à 2013.

SOMMES-NOUS AMÉRICAINS ?

L'Amérique a toujours été pour nous une question. Nous sommes d'Amérique, c'est l'évidence, mais nous ne sommes pas, nous n'avons jamais été complètement américains. L'Amérique, nous le sentons bien, ce n'est pas nous, enfin pas tout à fait.

À quoi tient la complexité de cette relation ? D'abord, à une trajectoire historique singulière. À la différence des États-Unis, des Caraïbes et des pays d'Amérique latine, bref de l'Amérique tout entière, le Québec n'a jamais formellement rompu avec l'Europe. Il n'y a pas eu ici de révolution, de déclaration ou de guerre d'indépendance, un événement inaugural et fondateur qui aurait permis d'affirmer notre souveraineté. Au contraire : ce qui a marqué l'histoire du Québec jusqu'à tout récemment, c'est sa dépendance à l'égard de l'Europe – ou pour recourir à une formule plus généreuse : c'est son souci de maintenir une forme de continuité avec elle. Avec la France, d'abord, qui en dépit de la « coupure » provoquée par la conquête anglaise est demeurée pendant longtemps notre principal pôle de référence ; avec Rome, qui en matière de religion (et dans tous les domaines qu'il lui a été donné de régir) a exercé une influence considérable ; et avec l'Angleterre, enfin, dont nous avons adopté, envers et malgré nous, les institutions politiques et judiciaires.

Il convient d'ailleurs de noter, n'en déplaise aux plus indépendantistes d'entre nous, qu'à cet égard le Canada anglais ne se distingue nullement du Québec : lui aussi a été marqué par le souci de maintenir avec l'Europe une forme de continuité. C'est essentiellement pour demeurer fidèles à la Couronne britannique que des milliers de loyalistes ont fui les États-Unis naissants pour s'établir dans le Sud du Québec et de l'Ontario au tournant du 19^e siècle. Et à ce jour, le Canada est le seul pays d'Amérique dont le siège du pouvoir se situe encore en Europe. Cette « délocalisation » a beau n'être plus que symbolique, elle ne continue pas moins d'intervenir dans notre quotidien et d'informer notre imaginaire (nous parlons encore des « terres de la Couronne », les nouveaux arrivants prêtent serment à la reine dont le portrait orne notre monnaie, nos artistes gagnent des prix du Gouverneur général et nos savants font partie de la Société royale). À bien y penser, le Canada ne s'est pas seulement constitué contre les États-Unis, le voisin immédiat dont il fallait se distinguer et se protéger, mais peut-être aussi contre l'Amérique tout entière, c'est-à-dire contre l'idée d'une rupture définitive avec la métropole européenne, qu'elle soit anglaise, espagnole ou portugaise. Et c'est peut-être en cela que le mouvement indépendantiste québécois suscite dans le reste du Canada autant d'incompréhension et d'inquiétude. Car en accédant à l'indépendance, le Québec ne se trouverait pas seulement à « briser » le pays, mais il contredirait, dans son fondement même, le principe de continuité avec l'Europe qui a présidé à sa création. Accéder à l'indépendance, ce serait au fond dire oui à l'Amérique – un pas que les Québécois, à l'évidence, ne semblent pas encore prêts à franchir.

Nous vivons au Canada un peu comme dans un pays d'Europe du Nord. Société prospère, politiques sociales généreuses, respect de la diversité et de la parité, grands espaces et climat nordique, voilà ce qui caractérise notre expérience collective. Et comme en Suède et en Finlande, ici, *il ne se passe jamais rien*. Voilà peut-être l'autre trait qui nous distingue résolument du reste de l'Amérique : l'absence, ou la quasi absence, de violence. D'abord, peu ou pas de violence politique, présente ou passée. Pas de coups d'États ni de renversements de régimes, pas de luttes contre des guérillas ou des groupes paramilitaires ni de guerre civile. Peut-on imaginer, sans éclater de rire, qu'un jour l'Ouest canadien prenne les armes contre l'Est du pays, pour une question de principes ou de gouvernance, comme le Nord et le Sud l'ont fait aux États-Unis ? Et peu de violence « domestique ». La violence vécue aux États-Unis et dans les pays d'Amérique latine, qu'elle soit le produit d'un conflit racial qui s'éternise, de la guerre contre les narcotrafiquants qui elle aussi s'éternise ou des inégalités sociales criantes (telles qu'elles subsistent au Brésil, par exemple) fait partie du quotidien. Pour nous qui nous targuons de notre pacifisme et pensons qu'*il y a toujours moyen de moyenner*, voilà un phénomène résolument *autre*, qui suscite un mélange de fascination morbide et d'incrédulité. Comment peut-on en arriver là ? L'intérêt récent d'Hollywood pour les histoires de trafiquants (*Breaking Bad*, *Narcos*), qui vont et viennent entre le Mexique et le Texas, entre Miami et la Colombie, suggère que sur ce plan les deux imaginaires – l'américain et le latino-américain – parlent le même langage, un langage dont nous ne maîtrisons pas les rudiments.

Il y a bien entendu quelque chose de provocateur dans le fait de parler de l'euroanéité du Québec en guise d'introduction à un numéro consacré à l'Amérique. Il ne s'agit pas de céder à la nostalgie ou de nourrir, encore un peu, le complexe de l'abandon. Nous ne sommes pas ici en exil et il serait farfelu de nier 400 ans de présence francophone en Amérique, un continent que nous habitons pleinement et dont nous avons marqué l'histoire. À bien des égards, nous sommes américains : nous avons adopté le mode de vie à l'américaine, nous consommons les produits de la culture américaine, nous voyageons régulièrement aux États-Unis et y faisons de bonnes affaires. Peut-être est-ce la puissance hégémonique de ce voisin qui nous incite à la prudence et nous enjoint de maintenir avec lui une saine distance, ou alors le fait qu'il se soit approprié tout le continent au point d'avaloir ou de rejeter dans l'ombre tout ce qui n'est pas lui. Dans un contexte où les États-Uniens s'estiment les seuls possesseurs de l'identité américaine, nous est-il possible d'incarner une expérience propre de l'Amérique ? Et si oui, à quelle Amérique, ou à quelle dimension (territoriale, politique, culturelle, linguistique) de l'Amérique pouvons-nous nous identifier ?

Mathieu Bélisle et Alain Roy